INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 9 février 2022**

* Les bourses européennes ont capitalisé sur leur bon début de semaine ainsi que sur l'ouverture positive à Wall Street pour terminer mercredi sur une hausse plus marquée. Le CAC 40 s'est ainsi adjugé +1,46% à 7 130,88 points, pendant que l'Euro Stoxx 50 progressait de 1,76% à 4 201,84 points. A l'approche de la mi-séance à New-York, les indices américains évoluaient eux aussi dans le vert, avec un Dow Jones et un Nasdaq en hausse de 0,77% et 1,53% respectivement.
* En l'absence de catalyseurs, les résultats d'entreprises ont continué d'alimenter les marchés, même si tous n'ont pas forcément donné pleinement satisfaction. L'optimisme du jour, essentiellement lié à la levée progressives des restrictions dans les pays occidentaux, a tout particulièrement bénéficié aux valeurs technologiques, sur fonds de détente sur le marché des taux longs: en fin de journée, les 10 ans américain et allemand cédaient en effet 3,6 et 4,7 points de base.
* Les investisseurs gardent toutefois les yeux braqués sur l'inflation américaine, qui sera dévoilée jeudi, et qui pourrait bien leur en dire plus sur le calendrier de normalisation de la politique monétaire de la Fed. L'indice des prix à la consommation est attendu en hausse de 7,2% pour le mois de janvier, alors qu'il avait déjà atteint un sommet en 40 ans en décembre, à 7%.
* Du côté des statistiques, après un excédent commercial allemand en forte baisse en 2021, les Etats-Unis ont publié des stocks de grossistes en hausse de 2,2% en décembre, légèrement au-dessus du consensus Briefing (+2%).
* Le cours du baril de Brent gagne 0,5% à 91,79 dollars après l'annonce d'une baisse inattendue des stocks hebdomadaires de pétrole aux Etats-Unis. Les stocks de brut ont reculé de 4,756 millions de barils alors que les économistes tablaient sur une hausse de 0,369 million de barils. Les stocks d'essence ont baissé de 1,644 million de barils. Le consensus tablait sur une hausse de 1,623 million de barils. Enfin, les stocks de produits distillés ont reculé de 0,929 million de barils. Le marché visait une baisse de 1,739 million.
* L'euro grappille 0,15% à 1,1428 dollar après deux séances consécutives de baisse. La monnaie unique affiche un gain de près d'1% en un mois face au billet vert. Si la Fed a confirmé sa volonté de normaliser sa politique monétaire (et donc de monter ses taux le mois prochain) en raison de l'inflation galopante, des doutes planent sur la stratégie de la BCE. La semaine dernière, Christine Lagarde, pour la première fois, n'a pas rejeté l'hypothèse d'une première hausse des taux cette année.

Aujourd'hui, Joachim Nagel, président de la Bundesbank et membre du Conseil des gouverneurs de la BCE, a confié à l'hebdomadaire Die Zeit qu'il était favorable à une hausse de taux en 2022 si l'inflation persiste.

* En France, Crédit Agricole observe des différences d'inflation entre ménages selon la commune de résidence et la catégorie socio-professionnelle. Cela s'explique principalement par la part de l'énergie dans le panier de consommation des ménages. Si, selon l'enquête "Budget de famille", l'énergie représente 9% des dépenses de consommation des ménages dans l'ensemble de la population, sa part varie de 6,7% pour un cadre à 10,4% pour un ouvrier et même 11,8% pour un agriculteur.

Selon la commune de résidence, les disparités sont encore plus fortes, puisque les habitants des communes rurales consacrent 12,1% de leur budget consommation à l'énergie (chauffage et carburant principalement), contre 7,7% pour les habitants des grandes villes et seulement 5,7% dans l'agglomération parisienne.

* L'excédent commercial allemand est tombé à 7 milliards d'euros en décembre 2021, contre 15,1 milliards d'euros un an plus tôt. Les importations ont bondi de 27,8 % en glissement annuel pour atteindre 110 milliards d'euros, en raison des achats effectués en Chine (42,3%) et aux États-Unis (13,6%). Les exportations ont pour leur part augmenté de 15,6 % pour atteindre 117 milliards d'euros, avec des ventes en hausse vers les États-Unis (16,7%) mais en baisse vers la Chine (-8,9%).

Sur l'ensemble de l'année 2021, l'excédent commercial du pays s'est réduit à 173,3 milliards d'euros, contre 180,4 milliards en 2020. Il s'agit de la cinquième baisse annuelle consécutive, les exportations ayant augmenté de 14% pour atteindre 1 376 milliards d'euros, tandis que les importations ont progressé à un rythme plus rapide de 17,1% pour atteindre 1 202 milliards d'euros.

**SOCIETES**

* Sur la place parisienne, outre les valeurs technologiques, difficile de dégager une tendance claire par secteur, si ce n'est que les rares replis ont été enregistrés sur des valeurs défensives comme Danone (-0,41%) ou Sanofi (-0,26%). Les plus fortes progressions au CAC 40 ont été réalisées par URW (+4,64%), Saint-Gobain (+3,91%) et Stellantis (+4,08%).
* Amundi a gagné 3,9% à 70,35 euros après la publication de résultats annuels très solides. Grâce à une belle fin d'année en termes de collecte, le premier gestionnaire d'actifs européen a franchi, pour la première fois, le seuil des 2 000 milliards d'euros, 2 064 milliards exactement, d'actifs sous gestion (+10,8% sur un an). Le groupe détenu à 70% par le Crédit Agricole a bénéficié au dernier trimestre de l'apport de 148 milliards d'encours du spécialiste des ETF, Lyxor. Il a également profité d'une collecte record de 75 milliards d'euros en actifs moyen long terme.

La société de gestion a réalisé l'an dernier un résultat net de 1,315 milliard d'euros, en hausse de 37%. Ses revenus ont bondi de 24% à 3,1 milliards. Le groupe dépasse ainsi les objectifs de son plan stratégique moyen long terme 2018-2022.

"Tous les objectifs de notre plan ESG 2018-2021 ont également été dépassés, confirmant notre leadership dans ce domaine", a précisé la directrice générale, Valérie Baudson.

* Alstom a signé un accord-cadre en vue de livrer jusqu'à 50 locomotives électriques Traxx de troisième génération à la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (SNCB), en Belgique, pour une mise en service sur ses lignes voyageurs. La première commande ferme, estimée à près de 120 millions d'euros, couvre la conception, la fabrication et l'homologation de 24 locomotives. Les livraisons devraient débuter en 2026.

Ces nouvelles locomotives effectueront des trajets nationaux et transfrontaliers sur les réseaux électrifiés en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Allemagne, y compris sur un certain nombre de lignes à grande vitesse. Elles sont conçues pour fonctionner avec les divers systèmes d'électrification des pays et sont équipées du système de signalisation ETCS, ainsi que des systèmes de signalisation traditionnels requis.

* Airbus (+1,61 % à 117,15 euros) a avancé en ligne avec le marché parisien, après avoir fait le point sur son activité commerciale de janvier 2022. Ainsi, le groupe aéronautique a livré 30 avions commerciaux le mois dernier à 20 clients. En parallèle, 36 commandes brutes ont été enregistrées. Cependant, le solde des commandes nettes est négatif (-16 appareils) en raison de l’annulation par Airbus d’une importante commande de Qatar Airways, dans le cadre du conflit qui les oppose sur les traces d’usure des A350.

Le moment de la livraison est toujours une occasion de se réjouir pour Airbus, puisque c'est au moment de la prise de possession de l'avion que les clients paient la majeure partie de la facture.

L'an dernier, Airbus avait livré 611 avions, un chiffre en hausse de 8% par rapport à 2020 et supérieur à son objectif de 600.

* Face à la hausse des prix de l’énergie, TotalEnergies se mobilise en faveur du pouvoir d’achat de ses clients en France. La compagnie prend deux mesures. Première mesure, un " chèque gaz " de 100 euros pour ses clients gaz en situation de précarité énergétique. Ce chèque de 100 euros concernera environ 200 000 de ses abonnés au gaz et prendra la forme d'une remise sur leur prochaine facture. Il sera versé à ses clients gaz ayant bénéficié des " chèques énergie " du gouvernement en 2021, doublant ainsi le montant de l'aide de décembre.

Deuxième mesure, une remise de 5 euros pour un plein de 50 litres (soit 0,10 euro par litre de carburant) dans les 1150 stations-service de TotalEnergies situées en zones rurales, pendant 3 mois. Cette remise sur l'essence et le diesel sera effectuée à la caisse à compter du 14 février.

* C’est dans un contexte agité qu’Orpea a réalisé son point d’activité annuel. L’exploitant d’Ehpad a publié un chiffre d'affaires de 4,28 milliards d'euros au titre de l’exercice 2021, en hausse de 9,2 % à données publiées sur un an et de 5,1% en organique. Orpea a donc respecté l’objectif qu’il s’était fixé (chiffre d’affaires de plus de 4,275 milliards d’euros). Sur le dernier trimestre de l’année, le chiffre d'affaires a atteint 1,1 milliard d'euros, en hausse de 8,8 % à données publiées sur un an et de 4,5% en organique.

Sur l'exercice 2021, le chiffre d'affaires a bénéficié de la remontée progressive des taux d'occupation, permise avant tout par la campagne de vaccination contre le Covid-19, et de la contribution des acquisitions réalisées, notamment en Irlande et en Suisse (First Care, Belmont, Brindley et Sensato).

En ce début d'année 2022, Orpea dit faire preuve d'une dynamique solide. Malgré le contexte sanitaire, les cliniques ont enregistré une reprise d'activité rapide au sortir des fêtes de fin d'année.

Les maisons de retraite ont des taux d'occupation en légère progression par rapport au quatrième trimestre 2021, notamment les Ehpad français qui représentent moins de 25% du chiffre d'affaires du groupe.

Philippe Charrier, le nouveau PDG d'Orpea, a également évoqué le scandale qui éclabousse le groupe depuis deux semaines : " Ayant pris connaissance des allégations graves contenues dans le livre publié le 26 janvier 2022, je mesure pleinement l'inquiétude, l'incompréhension et le doute éprouvés par les résidents, les patients et leurs familles. "

" L'objectif qui guide chacune de mes décisions est de garantir, sous le contrôle du Conseil d'administration et grâce notamment aux missions d'évaluation externes indépendantes qui ont déjà débuté, que les meilleures pratiques sont appliquées et contrôlées dans toute l'entreprise ", a expliqué le dirigeant.

Avant de conclure : " Orpea souhaite pouvoir tenir toute sa place pour contribuer à soutenir et mettre en œuvre les dispositions nouvelles qui pourront être décidées afin d'améliorer les conditions de prise en charge de la dépendance. "

**ANALYSES**

* Noir, c'est noir. La France a enregistré un déficit de 85 milliards d'euros dans ses échanges de marchandises en 2021, le plus profond de son histoire. Et le tableau que permettent de brosser les chiffres des Douanes est sombre presque partout.

La dégradation observée en 2021 vient aux deux tiers de la flambée des prix de l’énergie, rappelant la cruelle dépendance de la France à ses importations de pétrole et de gaz. Le déficit s'accroît dans les échanges avec les autres pays de l'Union européenne, soumis à des contraintes très voisines de celles de la France. Il s'est aussi creusé dans l'informatique, l'automobile, la pharmacie.

L'agroalimentaire pourrait bientôt passer dans le rouge, malgré les excédents encore dégagés dans les vins et spiritueux. Les seules embellies ont eu lieu dans les cosmétiques, et les échanges avec des Etats-Unis en pleine surchauffe (la consommation a bondi de 7 % en un an).

Tout ceci ressemble à une déroute, ou plutôt la poursuite d’un affaissement amorcé il y a vingt ans. Un affaissement qui se reflète dans une industrie qui perd des emplois depuis un demi-siècle et de la production depuis la crise financière de 2008.

Au pays du déclinisme triomphant, il serait tentant de croire qu'il n'y a plus aucun espoir. Mais il faut regarder à la fois plus loin et plus large. Le creusement du déficit vient notamment de secteurs qui devraient reprendre de la vigueur, comme l'aéronautique.

Il vient aussi d'une économie française où les amortisseurs sociaux en temps de crise sont plus puissants qu'ailleurs, soutenant la demande et donc les importations. La même détérioration avait été observée après la récession de 2009.

Ensuite et surtout, les échanges de biens ne sont qu'une partie du commerce. Les échanges de services ont dégagé en 2021 un excédent supérieur de 20 milliards d'euros à celui de 2020, compensant la dégradation des échanges de biens.

Il s'agit là d'une performance exceptionnelle, qui vient notamment du renchérissement du fret maritime - l'économiste Denis Ferrand, de Rexecode, parle d'un « effet CMA-CGM ». Au total, la balance courante de la France affiche donc un déficit moindre en 2021 ! Noir, ce n'est donc pas si noir.

Cela ne signifie évidemment pas que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. La France a depuis très longtemps un problème avec une industrie qu'elle n'aime pas assez, en dépit des discours réconfortants, et ce désamour l'affaiblit. Mais elle a aussi des forces et des solutions. Une transition énergétique bien menée pourrait par exemple lui donner l'occasion de jouer nombre de ses atouts méconnus.

**L’AGENDA DU 10 février 2022**

**11h00 en zone euro**  
Prévisions économiques de la Commission européenne  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Inflation en janvier  
Inscriptions hebdomadaires au chômage